

À quoi sert d'inventer si nous ne savons plus produire ?

IA, transition énergétique, défense : derrière les technologies d'avenir, il y a des matières, des compétences et des capacités industrielles. Les perdre, c'est aussi perdre une part de notre capacité d'action.

Les interventions de Jean Tirole sur RTL le 10 septembre dernier, puis le débat ouvert le lendemain par Marc Fiorentino sur BFM Business autour de l'idée selon laquelle la réindustrialisation pourrait être une erreur, ont le mérite de poser une question essentielle : quelle industrie voulons-nous encore avoir demain en France et en Europe ?

Jean Tirole a raison d'alerter sur le retard européen dans plusieurs technologies décisives. Nous devons investir davantage dans la recherche, l'intelligence artificielle, les biotechnologies ou les semi-conducteurs. Nous devons aussi être présents dans les chaînes de valeur qui donnent à une économie une capacité de décision et de négociation.

Ce diagnostic ne signifie pas que produire serait devenu secondaire. C'est pourtant la conclusion qu'une partie du débat public en a tirée. Et c'est là que nous ne sommes plus d'accord.

À quoi sert d'inventer si nous perdons la capacité d'industrialiser ce que nous inventons ?

Entre une idée et un produit vendu, il y a des machines, des matières, des procédés, des femmes et des hommes, des fournisseurs, des clients et des usines. C'est là que l'innovation prend corps. C'est là aussi que les produits s'améliorent, que les coûts baissent, que les difficultés se résolvent et que les savoir-faire se construisent.

L'usine est un point d'ancrage

Une usine n'est pas un simple lieu d'exécution.

Elle concentre des équipements, mais aussi des compétences, des fournisseurs, de la maintenance, de l'ingénierie, de la logistique, de la formation et parfois de la recherche. C'est au contact de la production que l'on améliore un procédé, réduit une consommation de matière ou d'énergie, qualifie un produit, automatise une opération ou trouve une solution à un problème que le laboratoire n'avait pas prévu.

L'industrie est également un lieu de formation et de progression professionnelle. Une partie des compétences dont elle a besoin s'acquiert par l'apprentissage, le tutorat et la formation au poste. Elle permet à des jeunes, à des personnes en reconversion ou sans qualification initiale d'accéder à des métiers qualifiés et d'y progresser.

Ces compétences sont elles-mêmes une capacité industrielle.

On ne redémarre pas une mine, un four ou une ligne de production avec un décret.

Lorsqu'une usine ferme, on ne perd donc pas seulement des machines. Les savoir-faire s'érodent, des fournisseurs disparaissent ou se déplacent, les compétences se dispersent et la capacité à redémarrer rapidement diminue.

Ce qui disparaît en quelques mois demande parfois des années à rebâtir.

Les technologies d'avenir ont une base matérielle

Cette réalité est particulièrement visible dans les industries que représente A3M.

L'intelligence artificielle a besoin de centres de données, de réseaux électriques et donc de métaux. La transition énergétique a besoin de cuivre, d'acier, de lithium et de matériaux avancés. La défense a besoin de métaux

spécifiques et de chaînes métallurgiques qualifiées. La santé, les transports ou le numérique reposent eux aussi sur des matières, des équipements et des produits que quelqu'un doit effectivement fabriquer.

Il n'y a donc pas, d'un côté, une économie moderne, technologique et immatérielle et, de l'autre, une industrie qui appartiendrait au passé.

La question devient alors très concrète pour la France et pour l'Europe : avons-nous encore les mines, les capacités de transformation, les savoir-faire et les outils industriels nécessaires pour alimenter les chaînes de valeur dont dépendent nos transitions, notre défense, notre économie et notre prospérité ?

C'est là que le débat sur la réindustrialisation rejoint directement celui de la souveraineté.

Toutes les dépendances ne se valent pas

La souveraineté industrielle ne signifie ni tout produire en France ni rechercher l'autarcie.

Une économie ouverte aura toujours besoin d'importer, d'exporter et de travailler avec des partenaires. Une dépendance extérieure n'est donc pas nécessairement une faiblesse.

Mais toutes les dépendances ne se valent pas.

Dépendre d'un fournisseur extérieur est supportable lorsque d'autres sources peuvent être mobilisées dans un délai compatible avec les besoins de l'industrie. Cela devient un problème lorsqu'une rupture d'approvisionnement en minerai, en métal ou sur une capacité de transformation peut bloquer toute une chaîne industrielle et qu'aucune solution de remplacement n'est disponible à temps.

Les crises récentes l'ont rappelé : une chaîne d'approvisionnement peut se rompre, un prix peut s'envoler, un pays peut restreindre ses exportations et une tension géopolitique rendre soudainement inaccessible ce que nous pensions disponible en permanence.

La souveraineté industrielle ne consiste donc pas à tout faire soi-même. Elle consiste d'abord à ne pas se retrouver sans solution lorsqu'une dépendance devient une vulnérabilité.

Préserver une base industrielle suffisamment solide contribue aussi à la stabilité économique. Cela réduit l'exposition aux pénuries, aux ruptures brutales et aux variations extrêmes de prix. Cela donne davantage de marge de manœuvre aux entreprises comme aux pouvoirs publics lorsque survient une crise.

Une capacité stratégique ne se décrète pas

Encore faut-il que ces capacités puissent réellement exister.

Il ne suffit pas de qualifier une activité de « stratégique » pour qu'un industriel décide d'investir.

Une usine peut être nécessaire et ne pas trouver de financement. Un projet peut répondre à un besoin reconnu et ne pas être rentable dans les conditions du marché. Un industriel peut hésiter à engager plusieurs centaines de millions d'euros s'il ignore à quel prix il pourra vendre demain, s'il n'a pas de visibilité sur ses clients ou s'il affronte des concurrents bénéficiant, ailleurs, de soutiens ou de conditions de production auxquels il ne peut répondre.

C'est ici que la politique industrielle retrouve son rôle.

Non pas gérer les entreprises à leur place. Mais comprendre ce qui empêche l'investissement et créer les conditions permettant aux projets dont nous avons besoin de se réaliser et de durer.

Réindustrialiser ne signifie donc ni revenir en arrière ni préserver indistinctement toutes les capacités existantes.

Pour A3M, la question est plus exigeante : **quels maillons miniers, métallurgiques et de transformation ne pouvons-nous pas nous permettre de perdre ? Lesquels devons-nous reconstruire ou développer ? Et à quelles conditions économiques peuvent-ils durablement exister en France et en Europe ?**

Derrière le débat lancé ces derniers jours sur l'innovation et la réindustrialisation se trouve finalement une question très simple :

Avons-nous les matières, les compétences, les outils industriels et les financements nécessaires pour produire ce que nos choix industriels exigent ?

C'est à cette question qu'il faut désormais répondre si nous voulons que nos ambitions de souveraineté, de transition et de prospérité deviennent des réalités industrielles.

Au sujet de A3M :

A3M – l'Alliance des Minerais, Minéraux et Métaux – représente les acteurs ayant des opérations en France sur les métiers de la Mine, de la Métallurgie et de la Sidérurgie (voie électrique et fonte ductile).

Ses adhérents ont des activités sur l'ensemble des opérations amont : depuis l'extraction, production, transformation et jusqu'au recyclage des métaux. A3M et ses adhérents sont les véritables acteurs du socle industriel européen, maillons essentiels de la décarbonation et de l'autonomie stratégique des filières de souveraineté.

Intermédiaire de la solution – Partenaire de l'action

<https://www.a3ms.fr/>

Bruno Jacquemin +33 (0)7 50 55 82 88